RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Pierre ABELIN

OBJET : Convention de délégation de compétences aux autorités organisatrices de second rang pour le transport des enfants fréquentant les écoles élémentaires et maternelles.

Mesdames, Messieurs,

La Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais a repris à son compte l'organisation du transport scolaire pour les circuits dont elle a la responsabilité.

Afin de pérenniser le système qui avait été mis en place par le Conseil Général de la Vienne, il convient de confier à des autorités organisatrices de second rang (AO 2) l'organisation et le fonctionnement d'un service régulier public routier destiné aux élèves fréquentant les établissements d'enseignement suivants :

- Ecole élémentaire et maternelle privée de Bonneuil Matours (AO2, commune de Bonneuil-Matours),*
- Ecole élémentaire et maternelle publique de Bonneuil Matours (AO2, commune de Bonneuil-Matours),*
- Ecole élémentaire et maternelle publique d'Antoigné à Châtelleraut (AO2, commune de Châtelleraut),*
- Ecole élémentaire et maternelle publique d'Archigny (AO2, commune d'Achigny),*
- Ecole primaire publique de Colombiers (AO2, commune de Colombiers),*
- Ecole élémentaire et maternelle publique de Monthoiron / Chenevelles (AO2, commune de Monthoiron),*
- Ecoles élémentaire et maternelle publique de Naintré (AO2, commune de Naintré),*
- Ecole élémentaire et maternelle publique de Vouneuil sur Vienne (AO2, commune de Vouneuil-sur-Vienne),*
- Ecoles élémentaire et maternelle publique de Senillé / Saint Sauveur (AO2, commune de Saint-Sauveur).*

Actuellement, les conventions sont en vigueur depuis 5 ans et arrivent à échéance le 31 août 2012.

Au vu de la liquidation de l'association de transports Bellefonds / Bonneuil Matours, la commune de Bonneuil Matours a repris le service des transports scolaires depuis la rentrée 2011/2012.

Pour chaque commune concernée, la règle des subventions attribuées est la suivante :

- Pour les enfants habitant entre 1,5 et 3 km : financement à 50 % du coût du transport,*
- Pour les enfants habitant à plus de 3 km : financement à 80 % du coût du transport.*

Afin d'organiser la délégation de compétences aux autorités organisatrices de second rang, il est nécessaire de signer avec chacune une convention. Les modalités de participation de la Communauté d'Agglomération sont déterminées dans les projets de conventions ci-jointes.

La durée des conventions est de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2012.

* * * * *

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais notamment l'article 3 alinéa I. 2-3, relatif à l'organisation des transports urbains.

VU l'accord relatif au transfert de la compétence transports entre le département de la Vienne et la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais en date du 6 mars 2002, modifié par l'avenant n°1 du 16 novembre 2004,

VU la délibération du conseil communautaire n°2 du 1^{er} février 2010 de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais, déléguant une partie des attributions du conseil au bureau,

VU la délibération du conseil communautaire n°19 du 18 juin 2007 de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais autorisant la signature des conventions de délégation de compétences aux AOT2 pour le transport des enfants fréquentant les écoles élémentaires et maternelles jusqu'au 31 août 2012,

VU les conventions avec les communes AOT2 suivantes, arrivant à échéance au 31 août 2012, avec les communes de Naintré du 19 juin 2007, de Vouneuil-sur-Vienne du 6 décembre 2007, de Monthoiron du 21 février 2008, de Saint-Sauveur du 26 février 2008, de Colombiers du 11 mars 2008, d'Archigny du 21 mars 2008, de Châtelleraud le 17 juillet 2008 et de Bonneuil-Matours le 24 octobre 2011,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de confier à des autorités organisatrices de second rang, l'organisation et le fonctionnement du service public routier pour les transports des enfants fréquentant les écoles élémentaires et maternelles.

Le bureau communautaire, ayant délibéré, décide :

- de confier aux autorités organisatrices de second rang, l'organisation et le fonctionnement d'un service régulier public routier pour les transports des enfants fréquentant les écoles élémentaires et maternelles,
- d'approuver le projet de convention de délégation de compétence ci-joint,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

UNANIMITE

Certifiée exécutoire
Par le président de la communauté d'agglomération
Transmis à la sous préfecture, le 04/07/12, n° 4887
Publié au siège de la CAPC, le 03/07/12

Pour ampliation,
Pour le président et par délégation,
La responsable du service juridique
Emmanuelle ADAM